



GETTY IMAGES

La lutte de l'Allemagne contre la désinformation

- Josue Michels
- [25/04/2023](#)

La censure en ligne augmente. Cette censure résulte en partie d'un effort coordonné des gouvernements du monde entier pour réduire la désinformation en ligne. Bien que cet effort contribue en partie à empêcher la propagation de l'antisémitisme et de la propagande islamique radicale, certains craignent que la vérité ne soit également supprimée.

L'*Institute for Strategic Dialog* (ISD) [Institut pour le dialogue stratégique] est un institut clé qui aide à distinguer la « vérité » de la « désinformation ». En 2006, des dirigeants politiques du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne ont fondé l'ISD. Aujourd'hui, l'institut est situé au Royaume-Uni.

PT_FR

Financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, l'ISD a fondé en novembre 2020 son *Digital Policy Lab* (DPL) [laboratoire de politique numérique], qui travaille en coordination avec différents gouvernements pour atteindre son objectif de « sauvegarder la démocratie ». Il s'agit de l'un des principaux outils utilisés par les gouvernements, les médias et les entreprises pour aider à identifier les fausses informations et les discours haineux en ligne. Le laboratoire de politique numérique comprend des représentants d'agences gouvernementales d'Australie, du Canada, de France, d'Allemagne, d'Irlande, d'Italie, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de Suède, de Suisse, de Slovaquie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Commission de l'Union européenne.

Qu'est-ce que l'ISD veut faire censurer exactement ?

Suite aux élections dans plusieurs pays du DPL, en 2021, une session spéciale s'est concentrée sur l'éventail des préjudices ayant un impact sur l'intégrité des élections, fournissant une vue d'ensemble de l'environnement de menace complexe, de l'extrémisme, du harcèlement ciblé des politiciens et du personnel électoral, à la désinformation et aux théories du complot. Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, une session spéciale s'est penchée sur les réponses des plateformes à la manipulation de l'information concernant l'invasion de l'Ukraine.

—ISD

Il existe des menaces réelles. Mais si les gouvernements financent une institution pour aider à combattre des opinions qui les critiquent, il y a lieu de s'inquiéter. Bien que l'ISD prétende lutter contre l'antisémitisme et les réseaux terroristes en ligne, il s'est davantage concentré sur la lutte contre la désinformation en ce qui concerne les élections et la guerre en Ukraine. Ce faisant, il promeut diverses tendances libérales et cherche à supprimer les opinions qui s'opposent aux politiques libérales du gouvernement. Selon le site web du *Capital Research Center*: « L'ISD a été accusé de supprimer les opinions conservatrices en ligne en qualifiant à tort les opinions dominantes de fausses informations. »

Les discours haineux et la désinformation en ligne suscitent des inquiétudes, mais nous devons surveiller la volonté de l'Allemagne de réglementer l'information. Son implication s'inscrit dans le cadre d'un effort plus large visant à contrôler l'Internet.

Le règlement général sur la protection des données (GDPR) de l'UE, qui réglemente le traitement des données personnelles relatives aux individus dans l'UE, a eu un impact majeur sur les entreprises du monde entier. Lorsque la loi fut introduite en 2019, le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a expliqué que le GDPR révèle la volonté de l'Allemagne de contrôler l'Internet (lire « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) » pour plus d'informations).

Grâce à des textes de lois, l'UE dispose maintenant d'une influence extraordinaire dans les foyers des internautes et au sein de chaque société et des gouvernements sur Terre. L'UE mène une campagne d'impérialisme technologique, et la plupart des gens ne le savent même pas ! Bien qu'une bonne partie de ces lois ait été créée par l'UE, la source ultime de cet effort global visant à saper la domination des États-Unis sur l'industrie technologique et le contrôle de l'Internet, est l'Allemagne.

—Gerald Flurry

M. Flurry a averti qu'un homme en particulier pourrait être à l'origine des efforts déployés par l'Allemagne pour renforcer la réglementation de l'Internet : l'ancien ministre allemand de la Défense et de l'Économie, Karl-Theodor zu Guttenberg. Il a passé plusieurs années en tant que conseiller principal de la Commission européenne sur la liberté mondiale de l'Internet. Il siège également au conseil d'administration de l'ISD. Depuis que M. Flurry a écrit cet article, ce sujet est devenu de plus en plus pertinent. Pourtant, rares sont ceux qui reconnaissent l'implication de l'Allemagne.

Que vous ayez été affecté par le régime de censure croissant ou que vous soyez d'accord pour dire que l'Internet doit être censuré, je vous encourage à lire « [L'Allemagne prend le contrôle de l'Internet](#) ».